

SITUATION DU CONTINENT AFRICAIN FACE AU COVID-19

I. SITUATION SANITAIRE

L'Afrique comptait, ce vendredi 3 avril, 7123 cas confirmés de coronavirus. Le Covid-19 a déjà coûté la vie à 289 personnes sur le continent, selon le Centre pour la prévention et le contrôle des maladies de l'Union africaine. En Afrique subsaharienne, les trois pays les plus touchés sont l'Afrique du Sud, le Burkina-Faso et le Cameroun. Officiellement, le 3 avril, il n'y a plus que deux pays qui semblent être épargnés : le Soudan du Sud et le Lesotho. Un temps préservée par la pandémie, cette partie du monde est désormais touchée par la propagation du virus, et le rythme s'accélère. Mais avant qu'il ne soit officiellement détecté et ne se propage de manière significative, nombre d'interprétations des plus « exotiques » aux plus sérieuses ont vu le jour afin d'expliquer que cette zone du monde soit temporairement épargnée¹.

Deux explications semblent plus probables à ce jour.

D'une part, les épidémiologistes indiquent que pour connaître « la carte » de propagation d'un virus, il faut calquer celle-ci à la carte des routes commerciales aériennes dans notre économie mondialisée. En effet, nous constatons que la pandémie s'est répandue d'Asie en Europe, puis au continent nord-américain, ces trois zones repré-

sentant l'essentiel des échanges commerciaux dans le monde. Le continent africain étant à l'écart de ces grandes routes aériennes, semble donc avoir été dans un premier temps épargné.

D'autre part, l'explication la plus plausible et la plus largement admise à ce jour vient du fait de la quasi absence de structure sanitaire à même de détecter les personnes infectées. Il est déjà compliqué, voire impossible, de développer des politiques systématiques de détection dans nos pays « riches », il serait donc illusoire de penser que les systèmes de santé exsangues africains y parviennent.

Jusqu'en février, l'Afrique ne disposait que de deux laboratoires capables de diagnostiquer le Covid-19, l'un au Sénégal, l'autre en Afrique du Sud, chiffre porté à une quarantaine de laboratoires désormais... L'essentiel de cette pandémie en Afrique semble donc passer pour le moment « sous les radars » – même si l'augmentation relative de la capacité de dépistage explique en partie l'augmentation du nombre de cas détectés. Comme partout dans le monde, la courbe de contamination de la population est exponentielle.

Alors que les pays développés sont tournés vers eux-mêmes, l'Afrique risque, plus encore que d'habitude, de disparaître des écrans radars. Nous nous dirigeons pourtant vers **une crise sanitaire pou-**

1. Certains s'interrogent sur la possibilité d'une protection climatique en raison des températures élevées sur le continent et qui tendraient à annihiler naturellement le Covid-19, ce qui à ce jour n'est absolument pas démontré et semble être une explication assez hasardeuse. Une autre hypothèse s'est développée, avançant une résistance démographique propre à l'Afrique en raison de l'âge médian de la population africaine (19,7 ans contre 43 ans en Europe), ce virus semblant épargner en grande partie la population la plus jeune. De même que les Européens ont longtemps vu le coronavirus comme une affaire chinoise, les Africains s'en sont crus épargnés, certains y voyant même une « maladie de Blancs ». Au Zimbabwe, la ministre de la défense voit même dans le Covid-19 une « punition de Dieu » contre les Occidentaux.

vant potentiellement faire plus de 10 millions de morts selon certains experts, quand d'autres estiment eux que le taux de mortalité pourrait atteindre 10 % d'une population comptant 1,29 milliard d'individus.

Ces projections de mortalité s'expliquent principalement en raison :

- des systèmes de santé défaillants et sous équipés qui ont été délaissés par les dirigeants africains préférant venir se soigner en Europe. D'ailleurs, l'ancien Premier ministre somalien est mort du Covid-19... dans un hôpital londonien. L'Afrique subsaharienne ne compte qu'un médecin et 10 lits d'hôpital pour 10 000 habitants, contre 36 médecins (32 en France) et 51 lits (61 en France) dans l'Union européenne. L'Afrique, qui concentre déjà près de 25 % des malades les plus lourds (tuberculose, malaria et VIH) de la planète, ne représente que 1 % des dépenses mondiales de santé. L'hécatombe qui s'annonce risque d'être aggravée par les conflits en cours, qui redoublent au Sahel et en Libye, et par les catastrophes sociales consécutives à la paralysie des industries extractives et des activités informelles;
- de la pauvreté généralisée des États, en raison par exemple de « la dette » et de son service, du « pillage » des matières premières exercé par les pays du Nord, etc.
- de l'extrême densité de la population des mégapoles (Lagos compte plus de 20 millions d'habitants);
- de l'impossibilité de politique de confinement à cause :
 - des conditions de logement (promiscuité, chaleur, etc.) lorsque les gens en bénéficient – la part de la population vivant dans la rue étant importante,
 - des conditions d'emploi. **Environ 80 % de la population en âge de travailler occupe des emplois informels.** Ces travailleurs n'auraient donc plus de revenu en cas de confinement généralisé puisqu'ils perdraient immédiatement leur travail.

Au Bénin, le président Patrice Talon assume l'impossibilité d'un confinement généralisé. « *Contrairement aux citoyens des pays développés d'Amérique, d'Europe et d'Asie, la grande majorité des Béninois ont un revenu non salarial. Combien de personnes au Bénin ont un salaire mensuel et peuvent attendre deux, trois ou quatre semaines sans travailler ? [...]* Ce confinement aurait pour conséquence d'affamer tout le monde à la fois et trop longtemps » et serait en outre, de ce fait, « *bravé et bafoué sans avoir permis d'atteindre les objectifs.* »

II. MESURES ÉCONOMIQUES

II.1 Impact économique et finances publiques

Financièrement, cette pandémie va une nouvelle fois fragiliser profondément les économies africaines. La Cnuced (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement) annonce un choc encore plus sévère que celui de 2008-2009. Les pays africains pâtissent déjà d'une chute des prix des matières premières, comme le coton (- 20 %), le cuivre (- 20 %), sans parler du pétrole (- 59 %). Leurs monnaies chutent, soit - 5 % pour le Kenya, - 15 % pour le Nigeria et - 20 % pour l'Afrique du Sud. Afin de faire face à la pandémie et aux dépenses sanitaires colossales que cela va engendrer, plusieurs dirigeants de pays africains mettent en place des fonds de solidarités – à l'image de celui de Gerald Darmanin en France.

Dans un tweet, le président djiboutien Ismaïl Omar Guelleh annonce la création d'un fonds d'urgence et de solidarité d'un milliard de francs djiboutiens (FDJ). Le chef de l'État appelle à la mobilisation et ajoute qu'il « *participera personnellement à hauteur de 10 millions de FDJ pour donner l'exemple.* »

Le président de la République camerounais, Paul Biya, lance un « fonds spécial de solidarité nationale ». Dans un communiqué daté de mardi dernier, le Premier ministre Joseph Dion Ngute explique que le chef de l'État a déjà promis d'y contribuer à hauteur d'un milliard de francs CFA pour financer des opérations de lutte contre la propagation de la pandémie dans le pays.

Pour répondre à ce besoin pressant de financement, d'autres voix se font entendre. Le 19 mars,

les ministres des Finances d'un certain nombre de pays africains étaient réunis en visioconférence. Ils appellent à l'exonération « *de tous les paiements d'intérêts, estimés à 44 milliards de dollars pour 2020, et l'extension possible de la dérogation à moyen terme* ».

II.2 Dette

L'ensemble des pays africains subissent une augmentation des taux d'intérêts des dettes et d'après le FMI de nombreux pays se retrouvent en défaut de paiement ou en risque élevé de défaut de paiement.

La plate-forme française dette et développement (qui regroupe 29 organisations et syndicats français, dont la CGT est adhérente), qui est-elle même adhérente d'Eurodad – un réseau européen regroupant une cinquantaine d'ONG de 20 pays différents militant pour la restructuration de la dette des pays du Sud – s'apprête à publier un appel « *à l'annulation de dette extérieure des pays du Sud pour 2020 et à débloquer des fonds d'urgence pour permettre aux pays vulnérables de faire face aux répercussions sanitaires, sociales et économiques de cette crise* ».

L'AFD (Agence française de développement) a annoncé qu'elle allait débloquer 1,5 million d'euros pour l'Afrique francophone, montant qui peut paraître dérisoire au regard des besoins, et là où l'ONU demande une annulation des dettes africaines pour un montant de 236 milliards de dollars.

La question de l'annulation des dettes bilatérales et de la suspension des remboursements dus au FMI semble malgré tout vouloir progresser...

II.3 Multinationales

Depuis le début de l'année 2020, on assiste à un fort retrait (59 milliards de dollars) des investissements des grands groupes qui abandonnent les pays en développement à un rythme plus rapide qu'en 2008.

II.4 Risques de pénurie alimentaire et exode urbain

Madagascar, l'Afrique du Sud, la Côte d'Ivoire, le Burkina-Faso, le Niger ou la République démocra-

TOTAL, SES ACTIONNAIRES ET LES TRAVAILLEURS

Avec un baril à moins de 20 dollars, le groupe pétrolier français Total a annoncé le 24 mars une réduction de plus de 3 milliards de dollars de ses investissements et un plan d'économies, soit une baisse de près de 20 % de ses investissements au Gabon.

Malgré l'épidémie, malgré les appels gouvernementaux à « la modération », et même s'ils ne le crient pas sur les toits, le groupe Total ne veut pas renoncer à verser des dividendes cette année. Ainsi, c'est vraisemblablement 1,8 milliard d'euros que Total a distribué en toute discrétion à ses actionnaires. Le groupe pétrolier, qui verse son dividende en quatre fois, a déjà effectué deux acomptes, maintenu le paiement du troisième. Pour le plus grand bonheur de ses 450 000 actionnaires, principalement des fonds de pension. En parallèle, les craintes de l'OIT de voir une hausse significative du taux de chômage à l'échelle mondiale, vont rapidement se vérifier. Dans le secteur pétrolier, on s'attend à ce que des milliers d'Africains et d'expatriés soient licenciés dans les pays producteurs.

Pour répondre à cette future vague de licenciement, les camarades de **l'Onep (Organisation nationale des employés du pétrole)** du Gabon appellent :

*« Les multinationales opérant dans notre pays, notamment les majors pétroliers à se ressaisir et à faire preuve d'une solidarité sincère. Cette situation exceptionnelle **ne peut pas être utilisée à des fins de profits**, mais plutôt à la mise en exergue de leur responsabilité sociétale. Cela devra se traduire par le maintien d'un niveau d'activité suffisant pour sauvegarder les emplois et les activités de leurs sous-traitants qui emploient des milliers de travailleurs. Pour le moment, la situation actuelle du prix du baril ne saurait être une justification à ne pas continuer des investissements.*

Protection de la santé de tous les travailleurs ainsi qu'à la préservation de leurs moyens de subsistance.

Non aux licenciements économiques, non aux congés techniques avec réduction de la rémunération ! »

tique du Congo (RDC) ont choisi d'isoler leurs plus grandes villes.

Mais en raison de la quasi impossibilité de confinement dans les grandes villes, ces décisions nourrissent une vague d'exode urbain vers les campagnes.

Malgré les interdictions, certains choisissent de retourner dans leur village dans l'illégalité afin de continuer à nourrir leur famille, n'ayant pas d'autre choix afin de subvenir à leurs besoins vitaux.

« Dans la capitale, le confinement nous oblige à attendre que la famine nous emporte, on ne peut tout de même pas laisser nos enfants mourir de faim ! »

De la même manière que dans les pays occidentaux, le problème de la propagation du virus ne manquera pas de se poser suite à ces exodes qui risquent de provoquer et accélérer la contamination des populations.

Le Département de l'agriculture et du développement rural de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (Cedeao) alerte en cas de propagation de la pandémie de Covid-19 en Afrique de l'Ouest :

« Les stocks alimentaires dans tous les pays membres ne tiendront pas plus d'une semaine en cas de crise sanitaire sévère. »

Ainsi, plus la crise sanitaire perdurera, plus le scénario d'une crise alimentaire se profilera dans la Cedeao, car « si les produits alimentaires venaient à manquer, les populations mourraient massivement, non du coronavirus, mais de la famine ».

III. RÉPRESSION ET VIOLENCES POLICIÈRES

Du Zimbabwe, en passant par le Sénégal, le Burkina-Faso, où des décisions de confinement ont été prises et où il est extrêmement difficile de suivre ces directives, de nombreux cas de violences policières nous parviennent. D'ailleurs, le porte-parole du gouvernement burkinabé avait prévenu : « Attention à ceux qui ne respecteront pas le confinement. Ça sera à leurs risques et périls. »

Le Rwanda a été le premier à décréter le confinement total de sa population pour quinze jours. Le pays tenu par une main de fer par Paul Kagamé applique des méthodes dures et impose les mesures les plus strictes d'Afrique à sa population. Deux hommes qui ne respectaient pas le confinement ont été tués mercredi 25 mars dans le pays par des forces de l'ordre.

Au Niger, pour le président Mahamedou sous pression de la société civile et des organisations syndicales, le Covid-19 permet au régime de reprendre les voix dissidentes. Avant la pandémie, cette répression était menée au prétexte de l'anti-terrorisme.

Dans un communiqué daté du 20 Mars, **la CDTN (Confédération démocratique des travailleurs du Niger)** appelle « le gouvernement à respecter les libertés individuelles et collectives, en particulier suite à l'emprisonnement de 7 personnalités du pays qui dénonçaient des détournements de capitaux ».

IV. RÉACTIONS SYNDICALES

Dans ce contexte, plusieurs organisations syndicales se font le relais des familles se retrouvant sans aucun revenu et appellent les gouvernements à débloquer des fonds afin que ces populations reçoivent des aides de première nécessité et à protéger ces mêmes populations.

Au Niger, la CDTN appelle par exemple dans un communiqué son gouvernement à lutter contre « la spéculation et l'inflation constatée sur les marchés et dans les pharmacies ».

Au Togo, la CSTT (Confédération syndicale des travailleurs togolais) revendique « la mise en place d'un fond socio-économique de soutien et d'accompagnement des travailleuses et travailleurs de tous bords afin d'éviter la paupérisation extrême dans le monde du travail au Togo dans le cas d'un confinement »

En Côte d'Ivoire, les camarades de la **Fesaci** demandent « une concertation sans délai entre le gouvernement et les partenaires sociaux en vue de mettre en place un mécanisme d'accompagnement et de compensation, afin de minimiser les effets pervers d'éventuels chômage technique, chômage

ou licenciements que pourrait engendrer cette situation ».

En Mauritanie, la CGTM (Confédération générale des travailleurs de Mauritanie) appelle « à la mise en place de mesures d'accompagnement en faveur des couches les plus démunies à travers un programme d'urgence d'assistance en denrée de première nécessité [...] et à renforcer la cohésion et l'unité à travers des interventions de proximité en faveur des nécessiteux dans leur prise en charge alimentaire ».

Ou encore au Sénégal, la Coalition des confédérations syndicales de travailleurs du Sénégal, regroupant 5 confédérations dont la CSA, « appelle l'État à prendre des mesures d'accompagnement les meilleurs pour atténuer les difficultés liées aux déplacements ainsi que pour préserver des emplois ».

Toujours au Sénégal, la CSA par la voix d'Elimane Diouf, son secrétaire général, rappelle : « Pour faire appliquer les mesures de sécurité et d'hygiène, dans nos entreprises, moins de 10 % des comités de sécurité et santé existent et là où ils existent parfois ils ne fonctionnent pas. »

Grève du personnel soignant au Zimbabwe où des milliers d'infirmières se sont mises en grève pour réclamer des masques, des gants et des blouses. Dans un communiqué, l'Association zimbabwéenne des infirmières assure que ses membres ne retourneront pas au travail tant qu'elles n'auront pas obtenu de l'équipement protecteur individuel, de l'eau et une prime.

En RDC, l'intersyndicale nationale du Congo (coalition de 12 confédérations) demande que le secteur privé bénéficie du même abattement de 15 % d'impôt que le gouvernement a mis en place en faveur du secteur public.

Enfin, **des camarades de la Fosyco de RDC** nous alertent et **nous sollicitent dans le cadre de la solidarité internationale** car la situation qui commence à prévaloir est particulièrement grave du fait du rétrécissement des activités économiques et de ses répercussions sociales sur une population pauvre et précaire. « Réduites sensiblement à cause de ce phénomène, les cotisations syndicales

se révèlent nulles pour nourrir des camarades dirigeants des syndicats dans leur confinement. »

La CSI-Afrique demande aussi « que le congé de maladie et la sécurité de revenus soient garantis pour les travailleurs infectés ou menacés par le Covid-19, et que le paiement soit également garanti pour ceux qui doivent rester à la maison en vue de s'occuper des malades ou des enfants qui sont contraints à ne plus fréquenter l'école à cause de ces mesures nationales de prévention contre la propagation du virus ».

Sans oublier les basses manœuvres patronales comme par exemple au **Burkina-Fasso où la Fenat**, organisation patronale du transport routier, adresse un courrier au ministre des transports pour l'informer qu'elle a suspendu tous les contrats de travail afin de respecter les consignes gouvernementale...provoquant la perte de tout revenu à un grand nombre de salariés.

LE CONTINENT AFRICAIN CUMULE AINSI TOUTES LES DIFFICULTÉS POUR LUTTER CONTRE LA MALADIE

Les mécanismes de détection – hospitalisations, tests – comme les capacités d'accueillir et de soigner les malades demeurent des plus précaires et les systèmes de santé sont sous équipés. Les réponses gouvernementales se durcissent chaque jour un peu plus. Les confinements et les couvre-feux jettent les populations encore un peu plus dans la précarité.

Le quai d'Orsay estime que la crise du Covid-19 pourrait être en Afrique « la crise de trop, qui déstabilise durablement, voire qui mette à bas des régimes fragiles (Sahel) ou en bout de course (Afrique centrale) ».

Les Européens, doivent donc trouver les moyens d'aider le continent voisin s'ils veulent éviter de subir les contrecoups d'un ébranlement sans précédent. « La maladie reviendra du Sud vers le Nord. Alors, c'est dans l'intérêt des pays du Nord de faire des investissements massif en Afrique », avertit Antonio Guterres, le secrétaire général de l'ONU.